Petite-Nation

Une reprise en main pour sauver le camp de jour de SAJO dans la Petite-Nation

Par Megan Rochette, Initiative de journalisme local

12 novembre 2026 à 04h05

4 minutes



La tenue du camp de jour en 2027 reste une priorité pour l'organisme. (Facebook/SAJO)

La perte d'un financement de 165 000 $ a forcé Service Animation Jeunesse Outaouais (SAJO) à entamer une démarche de redressement avec l'appui de plusieurs partenaires régionaux. L'organisme souhaite avant tout

s’assurer que le camp de jour puisse encore accueillir des enfants de la Petite-Nation l’an prochain.

4:35 Écouter la version audio

L’avenir de SAJO, qui offre le service de camp de jour le plus important dans la Municipalité régionale de comté (MRC) de Papineau, a suscité des inquiétudes dans la communauté au cours des derniers mois.

En juillet dernier, l’organisme a reçu une première réponse défavorable concernant le renouvellement d’une subvention annuelle de 165 000 $ du gouvernement du Québec. La présidente de SAJO, Mathilde Villeneuve, indique que des démarches ont été effectuées pour tenter de faire renverser cette décision.

Elle a toutefois reçu la confirmation, à la fin septembre, que l’aide provinciale dont l’organisme bénéficiait depuis plusieurs années ne serait pas renouvelée. Les critères d’admissibilité au Programme d’aide financière aux centres communautaires de loisirs du gouvernement du Québec sont en cause, précise Mme Villeneuve.

Selon elle, les installations de SAJO ne correspondent pas au modèle traditionnel d'un centre communautaire.

Démarrez la conversation

Exprimez-vous.

Laissez un commentaire ci-dessous et faites-nous part de votre opinion.

Soyez le premier à commenter

«On est trop en milieu rural, trop éloignés d'un village, pour avoir accès à cette subvention-là», avait expliqué la présidente de SAJO.

Objectif: maintenir les services

Un exercice de redressement est alors devenu inévitable. Mais la direction de SAJO assure que l'organisme n'est pas à risque de devoir fermer ses portes. L'enjeu est plutôt de trouver les moyens de maintenir ses services, particulièrement le camp de jour estival, qui accueille une cinquantaine de jeunes quotidiennement.

«Le risque, c'est un risque de bris de service», explique le directeur général, Martin Deschênes, engagé tout récemment à titre de consultant pour accompagner l'organisme dans cette période de transition.

Des lacunes administratives qui ont compliqué la situation

La perte du financement n'est toutefois pas le seul élément ayant fragilisé l'organisme. Le directeur général, Martin Deschênes, reconnaît également des problèmes administratifs au cours des dernières années, notamment des retards dans la production des états financiers et dans les redditions de comptes exigées par les bailleurs de fonds.

«Ça a pris un an et quelques mois avant de déposer les états financiers 2025. Dans mon livre à moi, c'est inacceptable», affirme-t-il.



Le directeur général de SAJO, Martin Deschênes (Benoit Sabourin/Archives Le Droit)

Il explique que certaines subventions promises à SAJO n'ont jamais été reçues parce que l'organisme n'a pas fourni de reddition de compte.

«On donnait le service, on faisait la dépense, mais on ne faisait pas la reddition de comptes. L'argent ne rentrait donc pas», indique M. Deschênes. L'organisme a alors été confronté à des problèmes de liquidités.

Le directeur général affirme que ces enjeux de gestion sont en voie d'être corrigés. Les états financiers, qui n'ont pas encore été vérifiés, seront d'ailleurs déposés lors de l'assemblée générale annuelle, jeudi soir.

Mobilisation de la communauté

Depuis l'été, un comité de relance a été mis sur pied grâce à la participation de plusieurs acteurs régionaux, dont la MRC de Papineau, la Corporation de développement communautaire Rond-Point et Santé Québec.

> **«Il y a un engagement social et communautaire présentement dans la région. Les gens ont pris conscience de l'importance de SAJO.»**
>
> — Martin Deschênes, directeur général de SAJO

Parmi les mesures déjà entreprises figurent la réduction des dépenses, la mise à jour des obligations administratives, le rattrapage des redditions de comptes et la production des états financiers.

«La première étape, la plus importante, c'est qu'on a coupé les dépenses et qu'on a fait attention à ce qui se faisait dans les derniers mois», indique-t-il.

La MRC de Papineau a pour sa part invité les municipalités à participer à un effort collectif de soutien financier.

Plan d'action 2027

Une rencontre réunissant différents partenaires régionaux aura lieu sous peu afin d'établir les priorités. Le maintien du camp de jour demeure la priorité absolue de l'organisme.

M. Deschênes ajoute également qu'un plan de redressement sur trois ans sera présenté au début de 2027. Les citoyens sont invités à participer à l'assemblée générale, ce jeudi soir, afin de «poser leurs questions et montrer leur soutien à l'organisme».

«Ce dont on a besoin, c'est de sentir que la population est derrière nous», affirme M. Deschênes.